

La lettre de la zone franc

N° 2 • Décembre 2013

SOMMAIRE

- » Faits saillants 1
- » ASS : poursuite d'une croissance soutenue en 2013 2
- » Une dynamique de croissance toujours solide en UEMOA 3
- » Zoom sur... l'essor des fonds souverains : quelles implications pour l'Afrique ? 4
- » Un ralentissement sensible de l'activité en CEMAC 5
- » Tableau de bord Principales données 7

ÉDITORIAL

Cette deuxième édition de la lettre de la zone franc montre, si besoin était, que l'Afrique n'est pas uniforme. L'activité économique en Afrique subsaharienne continue d'être très favorablement orientée, avec des taux de croissance soutenue attendus tant pour 2013 (+ 5,0 % selon le FMI) que pour 2014 (+ 6,0 %). En Afrique de l'Ouest, les pays membres de la zone UEMOA s'inscrivent pleinement dans cette tendance, bénéficiant de la poursuite de la dynamique observée en Côte d'Ivoire, et du redressement progressif au Mali.

La situation en Afrique centrale contraste quelque peu avec ce scénario central. Les pays membres de la région CEMAC ont en effet connu un net ralentissement de leur croissance économique en 2013 (+ 2,6 %), pour des raisons distinctes et propres à deux pays. La Centrafrique bien sûr, du fait de sa situation intérieure, a vu son économie se dégrader rapidement. Le retour de la sécurité et de la stabilité politique, ainsi que la restauration de l'État et des administrations publiques, seront incontournables pour permettre la reprise des activités économiques. En Guinée équatoriale, la récession résultant du recul simultané de la production pétrolière et des investissements publics ne fait qu'illustrer à nouveau la fragilité d'économies qui restent encore insuffisamment diversifiées.

Dans ce contexte, les fonds souverains sont devenus un sujet central et peuvent constituer de nouveaux outils utiles au financement du développement en Afrique. La lettre de la zone franc passe en revue les principales implications à attendre de l'essor de ces fonds pour l'Afrique.

Faits saillants

- Après de solides performances en 2012, la croissance économique est restée dynamique en 2013 en UEMOA (+ 6,4 % attendu) et en Afrique subsaharienne (+ 5,0 %), alors qu'elle a marqué un ralentissement sensible en CEMAC (+ 2,6 %).
- En Afrique de l'Ouest, l'activité a bénéficié du dynamisme de la Côte d'Ivoire (+ 9,0 %) et du redressement progressif des économies de la Guinée-Bissau (+ 3,5 %) et du Mali (+ 4,8 %).
- En Afrique centrale, l'activité a ralenti, en raison principalement de la baisse de la production pétrolière (- 5,1 % en volume) et des récessions attendues en Guinée équatoriale (- 11,3 %) et en Centrafrique (- 13,8 %).

Retrouvez ici
les actualités
de la zone franc

www.banque-france.fr


BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME

1

Dernières publications

Instabilité des recettes fiscales en Afrique subsaharienne : conséquences et remèdes

Christian Ebeke,
Hélène Ehrhart

Document de travail de la Banque de France n° 418, janvier 2013 (en anglais)

» <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/la-recherche/documents-de-travail/document/418.html>

Volatilité des prix des matières premières et recettes fiscales : le cas des pays en développement

Hélène Ehrhart,
Samuel Guérineau

Document de travail de la Banque de France n°423, février 2013 (en anglais)

» <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/la-recherche/documents-de-travail/document/423.html>

Les perspectives des unions monétaires africaines

Bruno Cabrillac,
Emmanuel Rocher

Revue d'économie financière n°110, juin 2013

» <http://www.aef.asso.fr/parution.jsp?prm=67705>

Afrique subsaharienne : poursuite d'une croissance soutenue en 2013

L'activité en Afrique subsaharienne (ASS) devrait afficher une croissance dynamique en 2013 (+ 5,0 %), dans le prolongement des performances enregistrées depuis 2010, et serait principalement portée par la solidité de la demande intérieure dans la plupart des pays de la région.

La croissance serait particulièrement forte dans les pays à faibles revenus (+ 6,3 %) et dans les États fragiles (+ 5,4 %). Les pays exportateurs de pétrole devraient également poursuivre leur expansion (+ 6,1 %), tirés notamment par l'Angola et le Nigéria qui bénéficieraient, respectivement, de la reprise de la production de pétrole et de la stabilisation du prix du baril à un niveau élevé (104,5 dollars en moyenne en 2013, contre 105 dollars en 2012).

Le rythme de croissance des pays à revenu intermédiaire devrait en revanche à nouveau ralentir. En Afrique du Sud, l'activité progresserait de 2,0 %, contre + 2,5 % en 2012, compte tenu des tensions sociales dans différents secteurs industriels, de l'anémie de l'investissement privé et du moindre dynamisme de l'activité mondiale, notamment européenne.

Le taux d'inflation demeurerait à un niveau relativement maîtrisé en ASS (6,9 %, contre 9 % en 2012), en raison du niveau modéré des prix alimentaires mondiaux et des bonnes récoltes au niveau local. Le recul des cours des matières premières entamé en 2012 s'est en effet poursuivi en 2013, en lien avec le recul de la demande en provenance des économies émergentes et l'atonie de l'activité des pays développés.

En 2014, selon les prévisions du FMI, la croissance économique de la région devrait rester solide (+ 6,0 %), soutenue par la poursuite des investissements dans les infrastructures et le renforcement des capacités de production.

Toutefois, en dépit de ces prévisions économiques favorables, les risques pour l'activité de l'ensemble de la région continuent d'être orientés à la baisse, comme le souligne le FMI. Les prévisions de croissance pourraient en effet être revues à la baisse en cas de chute des cours des produits de base consécutive à la poursuite du ralentissement de la croissance dans les grands pays émergents et/ou du fait de l'aggravation des troubles sociaux et politiques dans la région.

Croissance du PIB réel

(taux en %)



Sources : BCEAO, BEAC, FMI

Une dynamique de croissance toujours solide en UEMOA

La Côte d'Ivoire devrait confirmer en 2013 le redressement économique entamé en 2012.

L'expansion économique du pays (+ 9,8 % en 2012 et + 9,0 % attendu pour 2013) serait portée par l'essor des cultures de rente et des activités extractives, soutenues par le maintien à un niveau élevé du prix des matières premières exportées (+ 3,1 % pour le cacao sur les huit premiers mois de l'année) ainsi que par la poursuite de l'exécution de programmes d'investissements publics dans les infrastructures et le renforcement de l'offre d'énergie électrique.

Le secteur public serait le principal moteur de l'économie, l'investissement public bénéficiant d'un effacement de dette auprès des bailleurs multilatéraux et du Club de Paris, grâce à l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE (Initiative en faveur des pays pauvres très endettés) en juin 2012.

En UEMOA, le taux de croissance du PIB en volume devrait rester dynamique en 2013, avec un rythme identique à celui de l'an passé (+ 6,4 %).

La croissance en UEMOA resterait soutenue par le dynamisme de la Côte d'Ivoire et bénéficierait de la reprise de la croissance en Guinée-Bissau (+ 3,5 %) et au Mali (+ 4,8 %), après une année 2012 marquée par de graves troubles sociaux-politiques dans ces deux derniers pays.

L'activité économique au sein des pays membres de l'UEMOA devrait bénéficier des bons résultats de la dernière campagne agricole et de ses effets d'entraînement sur les activités industrielles et commerciales, et de l'évolution favorable du secteur du BTP, grâce à la poursuite de l'exécution des travaux d'infrastructures publiques. L'investissement resterait ainsi un important facteur de soutien de la croissance, avec une contribution à la croissance réelle de l'ordre de 2,2 points en 2013.

L'inflation devrait rester maîtrisée en 2013 pour s'établir en moyenne annuelle à 1,9 %, contre 2,4 % en 2012. Cette décélération de l'inflation est pour une large part le reflet du recul des prix des céréales locales, induite par la progression de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2012-2013 (en hausse de 24,6 % par

rapport à la précédente campagne). Les projections d'inflation à moyen terme demeurent en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi au niveau de l'Union et indiquent des risques inflationnistes maîtrisés.

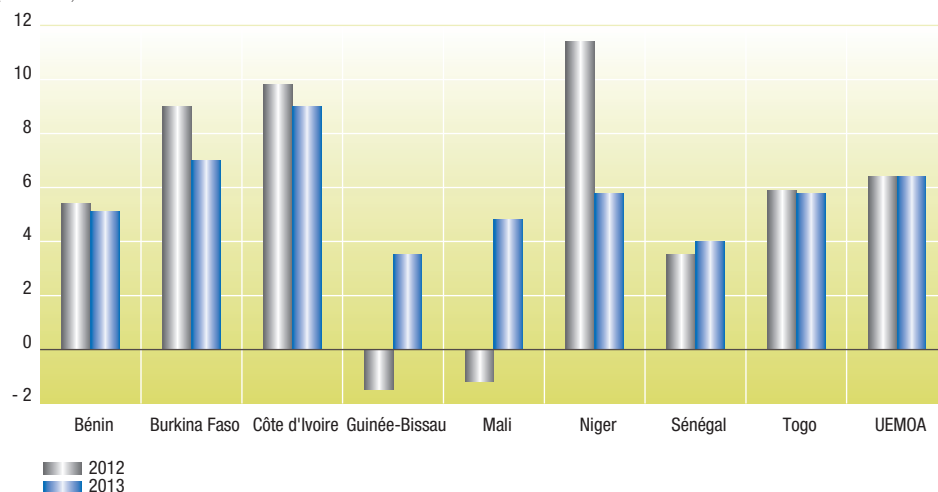
Sur la base de ces analyses, la BCEAO a décidé, lors de la séance de son Comité de politique monétaire du 4 septembre 2013, de baisser ses taux directeurs de 25 points de base, à 2,50 % pour le taux minimum de soumission aux appels d'offres et 3,50 % pour la facilité de prêt marginal. Cette décision devrait conforter le mouvement de baisse des taux débiteurs des banques et améliorer les conditions de financement de l'économie.

S'agissant de l'évolution des finances publiques, le déficit budgétaire global, dons compris, devrait légèrement s'améliorer pour ressortir à -2,4 % du PIB, contre -3,0 % du PIB en 2012. Concernant les échanges extérieurs, la balance des transactions courantes (transferts officiels inclus) devrait demeurer déficitaire autour de -6,4 % du PIB en 2013, contre -6,5 % en 2012.

En 2014, le rythme de croissance en UEMOA devrait s'établir à 6,4 % selon le FMI. L'activité resterait principalement soutenue par les investissements publics, notamment en Côte d'Ivoire.

Croissance du PIB réel

(taux en %)



Source : BCEAO

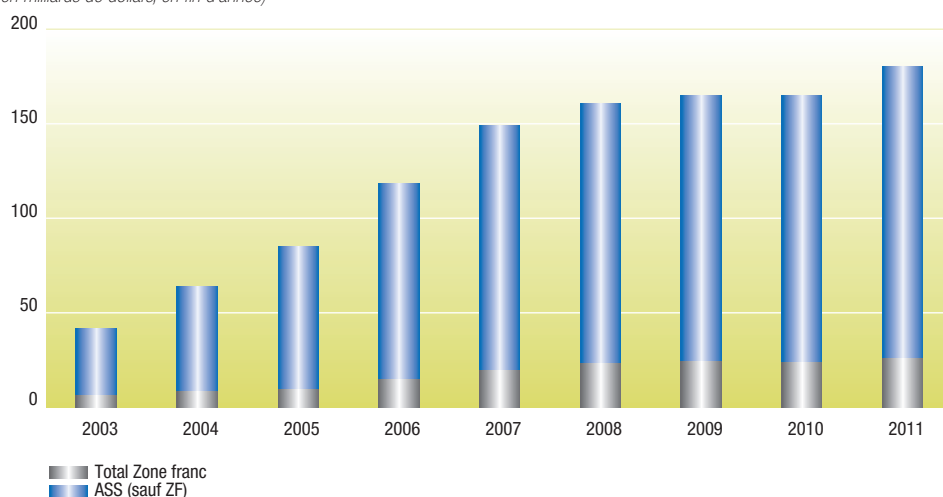
Quelles implications pour l'Afrique ?

Déjà en fort développement avant la crise financière, les fonds souverains¹ sont devenus des acteurs incontournables du financement de l'activité au niveau international : les actifs gérés par ces fonds auraient ainsi atteint 5 200 milliards de dollars en 2012, contre environ 3 000 milliards de dollars avant la crise. Cette croissance du secteur s'explique notamment par une vague inédite de créations de nouveaux fonds.

Dans ce contexte, l'Afrique pourrait rapidement devenir un des continents comptant le plus de fonds souverains. Bien que seulement 2 % des actifs des fonds souverains soient gérés par des fonds africains en 2012, l'Afrique est toutefois la région la plus dynamique au monde en termes de création de fonds souverains, du fait de la hausse des recettes issues des exportations de matières premières et de l'augmentation des réserves de change induite. Ainsi, les deux principaux pays africains producteurs de pétrole, l'Angola et le Nigéria, ont créé en 2012 deux fonds souverains visant notamment à soutenir certains secteurs vecteurs d'intégration régionale, tels que les secteurs des infrastructures de l'énergie et des transports.

Évolution des réserves de change des pays africains

(en milliards de dollars, en fin d'année)



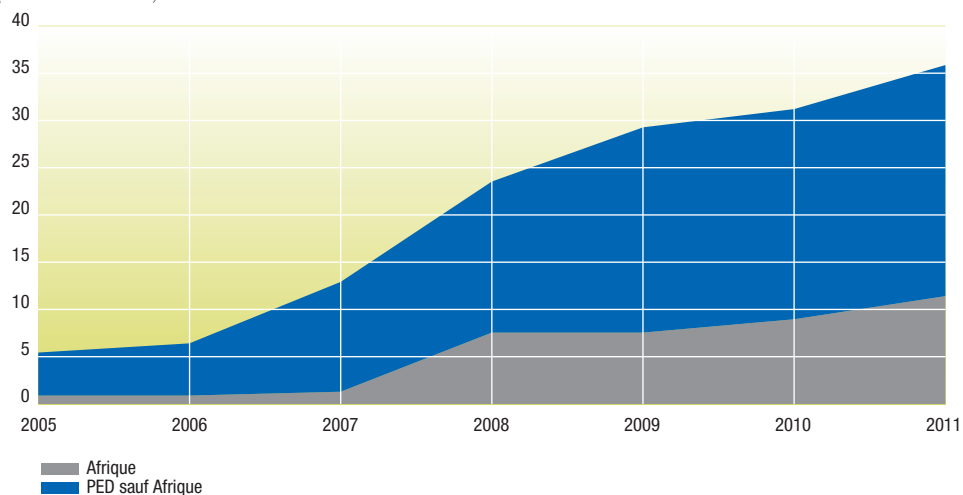
Source : Banque mondiale

Par ailleurs, les prévisions élevées de croissance du PIB, la hausse des prix de matières premières, les richesses minières encore largement inexploitées, la montée de l'urbanisation et la jeunesse de la main d'œuvre font de l'Afrique une destination particulièrement attractive pour les investisseurs internationaux. Les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique émanant des fonds souverains ont ainsi connu une progression rapide, passant de 1,5 milliard de dollars en 2007 à 11,4 milliards en 2012.

¹ Selon le Fonds monétaire international (Principes de Santiago, 2008), les fonds souverains sont « des fonds d'investissement à but déterminé, rattachés aux administrations centrales. Créés par les autorités nationales à des fins de gestion macroéconomique, les fonds souverains détiennent, gèrent ou administrent des actifs pour atteindre des objectifs financiers et ont recours à une série de stratégies d'investissement qui comprend des placements sur actifs financiers étrangers. Les fonds souverains sont généralement créés à partir des excédents de balance de paiements, des opérations sur devises, du produit de privatisations, d'excédents budgétaires et/ou de recettes tirées des exportations de produits de base ».

Évolution des IDE cumulés issus de fonds souverains à destination des PED et de l'Afrique

(en milliards de dollars)



Source : CNUCED, World Investment Report 2012

Les fonds souverains, dont le financement est stable et moins soumis aux exigences de rentabilité de court terme, peuvent contribuer au financement du développement de l'Afrique. Toutefois, le manque de coordination entre les investissements des fonds souverains et la conduite des politiques budgétaires et monétaires peut être source de difficultés (par une augmentation soudaine de la liquidité, exerçant des pressions inflationnistes indésirables) et doit être géré avec prudence. Enfin, dans les pays ayant opté pour la création de fonds souverains investissant pour partie dans l'économie locale, la mise en place d'un cadre de gouvernance strict, visant à favoriser la bonne gestion du fonds par des règles très rigoureuses de sélection des opportunités d'investissement et de suivi des risques, est un préalable indispensable pour contribuer efficacement au financement du développement.

Pour plus d'informations concernant ce sujet, voir l'encadré « L'essor des fonds souverains : quelles implications pour l'Afrique ? » du Rapport annuel 2012 de la zone franc, téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc/rapports-annuels-de-la-zone-franc.html>

Un ralentissement sensible de l'activité en CEMAC

En 2013, la croissance du PIB réel en CEMAC devrait ralentir à 2,6 %, après 5,1 % en 2012, compte tenu des récessions que connaîtront la Guinée équatoriale (-11,3 %) et la Centrafrique (-13,8 %).

Cette contraction du PIB résulterait principalement d'une baisse de la production pétrolière (-5,1 % en volume) et du ralentissement de l'activité du secteur non pétrolier. La croissance réelle du secteur pétrolier marquerait un repli de 1,8 % en 2013, contre -1,1 % en 2012.

Les tensions inflationnistes devraient revenir à 2,5 % en moyenne annuelle à fin 2013 contre 3,8 % en 2012, sous l'effet de l'amélioration de l'offre agricole, notamment au Tchad, et de la contraction de la demande intérieure.

Compte tenu du ralentissement de l'activité économique régionale et de l'atténuation des tensions inflationnistes, le Comité de politique monétaire de la BEAC a abaissé à deux reprises, en juillet et en octobre 2013, ses principaux taux directeurs de, respectivement, 50 et 25 points

La **Guinée équatoriale** devrait connaître une récession en 2013 (- 11,3 %), résultant notamment de la baisse de 12,4 % de la production pétrolière, du fait de l'arrivée à maturité de la plupart des champs du pays.

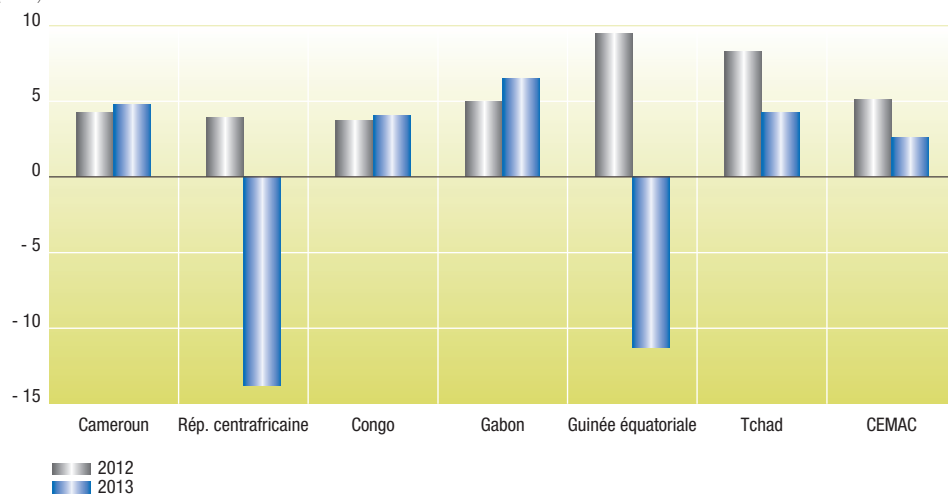
La contraction de l'activité serait également amplifiée par la chute de 38,7 % des investissements publics, affectant tout particulièrement le secteur du BTP.

En **République centrafricaine**, la persistance de l'instabilité politique pèserait lourdement sur l'activité économique, qui devrait reculer de 13,8 % en 2013. Cette baisse de l'activité serait marquée par une chute de la demande intérieure, et en particulier de la consommation et des investissements privés, qui grèveraient la croissance réelle, respectivement à hauteur de - 9,7 et - 4,4 points.

Le déficit budgétaire (base engagements, hors dons) se détériorerait fortement (- 6,6 % du PIB, contre - 2,8 % en 2012) sous l'effet principalement d'une contraction de 32,6 % des recettes budgétaires.

Taux de croissance du PIB réel

(en %)



Source : BEAC

de base, le taux de référence (TIAO) passant ainsi de 4,00 % à 3,25 %.

La situation budgétaire des États devrait s'améliorer : le solde budgétaire (base engagement, hors dons) devrait redevenir excédentaire en 2013 à hauteur de 1,1 % du PIB, après un déficit de 1,4 % en 2012, sous l'effet d'une forte diminution des dépenses publiques d'investissement.

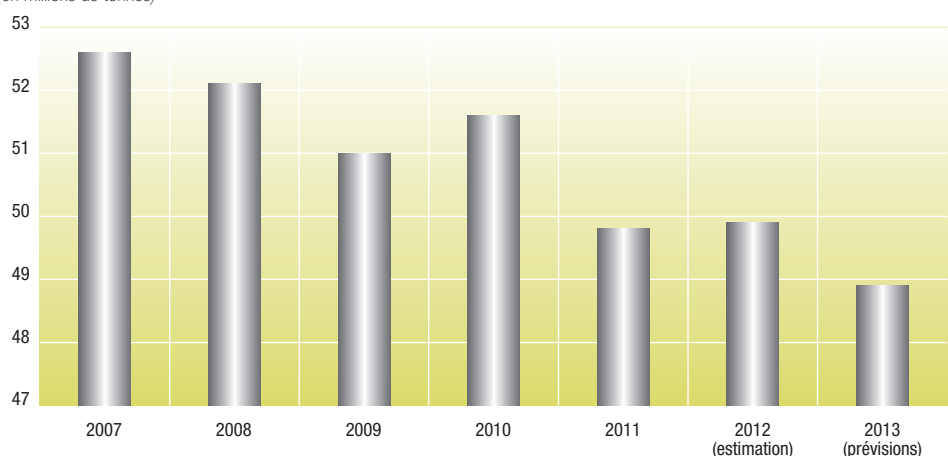
Au plan des échanges extérieurs, le déficit courant, transferts officiels inclus, devrait atteindre 6,8 %

(contre un déficit de 5,9 % en 2012), en raison d'un repli de l'excédent commercial et de l'excédent des transferts courants.

En 2014, la croissance économique devrait s'accélérer en CEMAC, la BEAC prévoyant une hausse de l'activité de 5,3 % (contre une prévision de 5,4 % pour le FMI). Ce dynamisme résulterait de la bonne orientation des industries manufacturières et des services marchands, ainsi que de la vigueur de la demande intérieure.

Évolution de la production pétrolière en CEMAC

(en millions de tonnes)



Source : BEAC

Tableau de bord Principales données

	UEMOA				CEMAC			
	2010	2011	2012e	2013p	2010	2011	2012e	2013p
Comptes intérieurs (en % du PIB)								
Taux de croissance du PIB réel	4,4	0,7	6,4	6,4	4,0	5,2	5,1	2,6
Recettes budgétaires	17,8	17,3	19,3	19,3	26,5	27,5	26,9	27,2
Recettes fiscales	15,8	15,6	17,1	17,2	-	-	-	-
Dépenses totales	23,2	23,7	26,2	24,8	25,0	25,2	28,4	26,1
Dépenses en capital	7,1	7,0	9,0	9,3	12,7	13,4	15,8	13,2
Solde budgétaire global hors dons	- 5,4	- 6,4	- 4,8	- 5,5	1,5	2,3	- 1,4	1,1
Dette publique	42,6	50,8	42,9	42,6	17,4	16,9	17,8	18,4
Comptes extérieurs								
Exportations (taux de croissance en %)	13,3	7,2	7,6	8,2	34,9	22,4	6,6	- 6,5
Importations (taux de croissance en %)	16,8	- 1,2	17,4	7,4	16,1	16,6	14,6	- 5,7
IDE (taux de croissance en %)	2,3	- 6,0	4,9	14,5	-	-	-	-
Balance des transactions courantes, dons inclus (en % du PIB)	- 4,8	- 3	- 6,5	- 6,4	- 4,8	- 4,1	- 5,9	- 6,8
Politique monétaire (en %)								
Taux d'inflation	1,4	3,9	2,4	1,9	1,5	2,7	3,8	2,5
Variation de la masse monétaire	15,6	11,1	8,3	9,1	24,7	18,1	16,7	5,4

Sources : BEAC et BCEAO

2013

3 octobre

Réunion des ministres des Finances de la zone franc (Paris)
Présentation du Rapport annuel de la zone franc

6 et 7 décembre

Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique (Paris)

2014

3 avril

Réunion des experts des ministères des Finances et des banques centrales des pays membres (Malabo, Guinée équatoriale)

4 avril

Réunion des ministres des Finances de la zone franc (Malabo, Guinée équatoriale)

Mai

Colloque consacré à l'intégration financière en Afrique (en association avec la FERDI)

CALENDRIER

Éditeur

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris

Directeur de la publication

Marc-Olivier Strauss-Kahn

Rédacteur en chef

Emmanuel Rocher

Ont participé à la rédaction de cette lettre

Julien Acalin et Hélène Ehrhart

Réalisation

Direction de la Communication
Service des Publications économiques

Maquette

Pierre Bordenave et Angélique Brunelle

Version internet

» <http://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc/rapports-annuels-de-la-zone-franc.html>

Version papier

comozof@banque-france.fr

Communiqué de presse

de la Réunion des ministres des Finances de la zone franc du 3 octobre 2013

» <http://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc/reunions-des-ministres-des-finances-de-la-zone-franc/paris-le-3-octobre-2013.html>



7

N° 2 • Décembre 2013

<http://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc.html>